

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 21	<b>TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI</b>	Mahana 6 nō Māti 2024
-----------------------	---	--------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Pages

###### Présidence

Arrêté n° 337 PR du 28 février 2024 modifiant l'arrêté n° 580 PR du 1er juillet 2022 portant octroi d'une aide financière à M. HATITIO Tirivahirani	2720
Arrêté n° 352 PR du 1er mars 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance	2722
Arrêté n° 353 PR du 1er mars 2024 portant attribution d'une aide financière à l'entreprise individuelle de Mme Hélène BIOLET, dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	2723
Arrêté n° 354 PR du 1er mars 2024 portant classement par étoiles de l'établissement "Te Moana Tahiti Resort"	2724
Arrêté n° 359 PR du 4 mars 2024 accordant le versement de la contribution de la Polynésie française à la Communauté du Pacifique (CPS) pour l'exercice 2024	2725

###### Vice-Présidence, ministère de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat

Arrêté n° 2405 VP/DIREN du 28 février 2024 autorisant M. Teoni FEARON à exercer une activité d'approche des dauphins et autres mammifères marins (hormis les baleines à bosse) dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16724 (MATARIVA) du 3 mars 2024 au 30 juin 2024	2726
Arrêté n° 2479 VP du 29 février 2024 modifiant l'arrêté n° 12 482 VP du 10 décembre 2020 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de Mme Francisca Terapiia MOEAU dans le cadre d'un partage amiable	2728

###### Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 2543 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant agrément de l'Association Tamarīi Pahani pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »	2729
Arrêté n° 2544 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Anne-Marie LEI pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	2731
Arrêté n° 2545 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Tuereni CHIN MEUN pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	2733

Arrêté n° 2546 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Teiva BENSENOUCI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	2735
Arrêté n° 2547 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant agrément de l'association Mana Hau pour l'organisation de loteries dénommées "Bingo"	2737
Arrêté n° 2548 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Mitch DIOP et Mme Mehiti LONG-TANG épouse DIOP pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	2739
Arrêté n° 2549 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Gisèle DEMARY pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	2741
<b>Ministère de l'agriculture et des ressources marines</b>	
Arrêté n° 2371 MPR/DRM du 27 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 5650/MRM du 27 juin 2014 accordant à M. Alfred Tahea MARUHI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2743
Arrêté n° 2408 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en cage de l'élevage de Mme TEMAHAHA Bianca	2744
Arrêté n° 2409 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en plein air de l'élevage de Mme HOMBRADOS épouse TAROAITEHAHAI-FAANA Nathalie	2745
Arrêté n° 2410 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme TEINAURI Béline Herehia	2746
Arrêté n° 2411 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme HAREVAA Valérie Heifara	2747
Arrêté n° 2412 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme TEVAEARAI épouse TEHAHE Vaite	2748
Arrêté n° 2413 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme HAUATA-TAHATA épouse ROO Joceline	2749
Arrêté n° 2414 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de M. TEMAHAHA Aramona	2750
Arrêté n° 2480 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Cindy Maire VAROA sis à Takume commune de Makemo (exploitant n° 119)	2751
Arrêté n° 2481 MPR/DRM du 29 février 2024 modifiant l'arrêté n° 14519 MCE/DRM du 23 décembre 2022 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA sis à Takaroa commune de Takaroa (exploitant n° 598)	2753
Arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de S.C.A Ragikura Pearls sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 516)	2755
Arrêté n° 2483 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Félicita ATIU sis à Takume commune de Makemo (exploitant n° 144)	2757
Arrêté n° 2485 MPR/DRM du 29 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 259 VP du 11 janvier 2019 accordant à M. Wilber Moana WHITE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2758
Arrêté n° 2486 MPR/DRM du 29 février 2024 accordant à M. Apia Andrew DEGAGE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2759
Arrêté n° 2487 MPR/DRM du 29 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1226/MRM du 23 mars 2011 accordant à M. Joël Stéphane Ikauarii COULON le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2761
Arrêté n° 2488 MPR/DBS du 29 février 2024 portant agrément de l'établissement "SARL Polynésie Market" pour l'importation d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux	2762

Arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 accordant à M. Willy Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **2764**

Arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du programme de recherche "Population genetics of sun-coral species of Brazil" **2766**

**Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur**

Arrêté n° 2374 MEE du 27 février 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 1 du collège de Taiohae - Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 janvier 2024 **2768**

**Ministère des grands travaux, de l'équipement**

Arrêté n° 2511 MGT du 1er mars 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de soixante et onze mètres carrés vingt six (71.26 m<sup>2</sup>), dans la zone soumise à autorisation, sur les parcelles cadastrées section M. n° 294 et 295 (terre Domaine A.BROTHERS parcelle G - lot 1a et parcelle G - lot 1), sise à Avera, commune de Taputapuatea sur l'île de Raiatea, au profit de la M. Gilles GUYOMARD **2771**

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

#### PRÉSIDENCE

**Arrêté n° 337 PR du 28 février 2024 modifiant l'arrêté n° 580 PR du 1er juillet 2022 portant octroi d'une aide financière à M. HATITIO Tirivahirani**

*NOR : SDR23511476AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 580 PR du 1er juillet 2022 portant octroi d'une aide financière à M. HATITIO Tirivahirani ;

Vu le courrier de demande de modification des modalités de versement de l'aide de M. HATITIO Tirivahirani du 17 octobre 2023 réceptionné le 19 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'article 3 de l'arrêté n° 580 PR du 1er juillet 2022 est remplacé

comme suit :

L'aide est versée sur les comptes ouverts par l'Établissement Vanille de Tahiti, l'Entreprise PUGIBET et le Navire TUHAA PAE, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, les fournisseurs des matériels et la Polynésie française

	Montant des dépenses éligibles	Montant de l'aide
Etablissement "Vanille de Tahiti"	3 624 948	1 087 484
Entreprise PUGIBET	57 467	40 227
Navire TUHAA PAE	286 733	200 713
Total	3 969 148	2 778 404

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50% du montant total peut-être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté. Le bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une deuxième tranche correspondant à 40% du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. HATITIO Tirivahirani et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 352 PR du 1er mars 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance***NOR : SGG24501862AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Arrête :

Article 1er. — M. Ronny TERIIPAIA, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, pendant l'absence de Mme Nahema TEMARII, du 6 au 10 mars, du 13 au 16 mars, du 24 au 25 mars et du 29 mars au 5 avril 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 1er mars 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 353 PR du 1er mars 2024 portant attribution d'une aide financière à l'entreprise individuelle de Mme Hélène BIOLET, dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)***NOR : ADN24500663AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises - ACE en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises, ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de l'entreprise individuelle de Mme Hélène BIOLET, réceptionnée le 10 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de cent-onze-mille-cent francs (111 100 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Hélène BIOLET, pour connecter son entreprise à l'Internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à la mission 974, programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Hélène BIOLET en une seule fois, soit cent-onze-mille-cent francs (111 100 F CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — L'entreprise individuelle ou personne physique, doit, dans les six mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès du service instructeur de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 1er mars 2024.

Moetai BROTHERTON

**Arrêté n° 354 PR du 1er mars 2024 portant classement par étoiles de l'établissement "Te Moana Tahiti Resort"**

NOR : SDT24501742AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1491 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par étoiles des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie Hôtels de tourisme international et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu la demande de renouvellement de classement de la Société SAS Malibu du 9 novembre 2023 et le récépissé de dossier complet en date du 27 novembre 2023 ;

Vu le rapport de visite n° 333 PR/SDT du 12 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement " Te Moana Tahiti Resort " situé dans la commune de Puna'auia à Tahiti est classé en :

Catégorie : Hôtel de tourisme International

Classement : 3 Etoiles

Capacité réceptive : 120 unités, 256 personnes

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté sous réserve de procéder dans un délai de 6 mois aux mesures correctives nécessaires à la validation des critères suivants :

- Critère n° 8 : " L'ensemble constitué par l'espace hall de réception et salon d'accueil doit être propre et en bon état" ;
- Critère n° 26 : " Les chambres ou bungalows sont propres et bon état (murs, sol, plafond)".

Art. 3. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 1er mars 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 359 PR du 4 mars 2024 accordant le versement de la contribution de la Polynésie française à la Communauté du Pacifique (CPS) pour l'exercice 2024***NOR : SRI24501258AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 514 PR du 14 juin 2023 portant modification de l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2020-27 du 17 septembre 2020 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 26 octobre 2018 modifié portant établissement de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu le statut de membre de la Polynésie française à la Communauté du Pacifique accordé à la Conférence de Saipan en 1983 ;

Vu la lettre de la Communauté du Pacifique en date du 1er février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le versement de la somme de 108 800 euros soit DOUZE MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT TROIS MILLES DEUX CENT QUATRE VINGT QUATROZE FRANCS PACIFIQUE (12 983 294 F CFP) au budget de la Communauté du Pacifique (CPS) au titre de la contribution statutaire de la Polynésie française pour l'exercice 2024.

Art. 2. — Cette contribution sera versée au compte n° 14889-00081-08768692488-53 de la Communauté du Pacifique, dans les livres de la Banque de Nouvelle-Calédonie au code SWIFT : CEPANCNM.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, programme 96006, centre de travail 6170-F, article 6558 "autres contributions" exercice 2024.

Art. 4. — La déléguée aux affaires internationales, européennes et du Pacifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

Moetai BROTHERRSON

**VICE-PRÉSIDENTE, MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE  
L'ENVIRONNEMENT, DU FONCIER ET DE L'ARTISANAT**

**Arrêté n° 2405 VP/DIREN du 28 février 2024 autorisant M. Teoni FEARON à exercer une activité d'approche des dauphins et autres mammifères marins (hormis les baleines à bosse) dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16724 (MATARIVA) du 3 mars 2024 au 30 juin 2024**

*NOR : ENV24501866AM*

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 9704 VP du 10 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Teoni FEARON en date du 20 février 2024 ;

Vu le titre de conduite de Mateata RUTA ou Teoni FEARON ;

Vu la carte professionnelle de Teoni FEARON,

Arrête :

Article 1er. — M. Teoni FEARON est autorisé à exercer une activité d'approche des dauphins et autres mammifères marins (hormis les baleines à bosse) dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16724 (MATARIVA) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 16724 (MATARIVA) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 4. — L'autorisation d'approche est consentie du 3 mars 2024 au 30 juin 2024.

Art. 5. — M. Teoni FEARON s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'Observatoire du pays <https://polynesie.mags.nc/observations/> ou de l'application mobile Observatoire de Polynésie française.

Art. 6. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7. — M. Teoni FEARON s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les mammifères marins de Polynésie française.

Art. 8. — M. Teoni FEARON s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — M. Teoni FEARON s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 10. — Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre délivré par la direction de l'environnement, soit dans l'Observatoire du pays.

Art. 11. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Pour la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions et par délégation, le directeur de l'environnement,*  
Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 2479 VP du 29 février 2024 modifiant l'arrêté n° 12 482 VP du 10 décembre 2020 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de Mme Francisca Terapiia MOEAU dans le cadre d'un partage amiable**

NOR : DAF24500138AM-1

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2023-06 APF du 14 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 12482 VP du 10 décembre 2020 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de Mme Francisca Terapiia MOEAU dans le cadre d'un partage amiable ;

Vu l'attestation transmise par l'Office Notarial « Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET, Jean-Philippe PINNA » en date de 12 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 12 482 VP du 10 décembre 2020 est modifié comme suit :

1. À l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots *"2 515 246 F CFP (deux millions cinq cent quinze mille deux cent quarante-six francs Pacifique)"* sont remplacés par les mots *"2 717 246 F CFP (deux millions sept cent dix-sept mille deux cent quarante-six francs Pacifique)"*.

2. À l'article 1er, alinéa 3, les mots *"1 023 646 F CFP (un million vingt-trois mille six cent quarante-six francs Pacifique)"* sont remplacés par les mots *"1 225 646 F CFP (un million deux cent vingt-cinq mille six cent quarante-six francs Pacifique)"*.

3. À l'article 4, les mots *"1 023 646 F CFP (un million vingt-trois mille six cent quarante-six francs Pacifique)"* sont remplacés par les mots *"1 225 646 F CFP (un million deux cent vingt-cinq mille six cent quarante-six francs Pacifique)"*.

Art. 2. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à la mission 976, programme 976-03, article 651 "Aides à la personne".

Art. 4. — La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire, à l'Office Notarial « Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET, Jean-Philippe PINNA » et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,*

Éliane TEVAHITUA

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES****Arrêté n° 2543 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant agrément de l'Association Tamarii Pahani pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24501724AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de Mme Aurélie MANARII présidente de l'Association Tamarii Pahani en date du 20 février 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Moorea-Maiao le 17 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'Association Tamarii Pahani est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Moorea-Maiao - archipel de la Société.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de mille francs CFP (1 000 F CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à cent mille francs CFP (100 000 F CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de quinze millions F CFP (15 000 000 F CFP) par an.

Art. 5. — L'Association Tamarii Pahani doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15% au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'Association Tamarii Pahani a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'Association Tamarii Pahani doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.  
La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'Association Tamarii Pahani est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 2544 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Anne-Marie LEI pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24500029AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 4 décembre 2023,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 874 634 F CFP (huit-cent-soixante-quatorze-mille-six-cent-trente-quatre F CFP), en faveur de Mme Anne-Marie LEI correspondant à 30% des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 2 915 446 F CFP (deux-millions-neuf-cent-quinze-mille-quatre-cent-quarante-six F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Mahina.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30% des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916 - programme 91604 - AP 362.2024-AE 32.2024 - Article 204 - centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 2545 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Tuereni CHIN MEUN pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24500034AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Polynésie le 11 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions F CFP), en faveur de Mme Tuereni CHIN MEUN correspondant au plafond d'aide réglementaire pour les dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale déclarées à hauteur de 7 293 276 F CFP (sept-millions-deux-cent-quatre-vingt-treize-mille-deux-cent-soixante-seize F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Punaauia.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux et des dépenses mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30% des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916 - programme 91604 - AP 362.2024-AE 32.2024 - Article 204 - centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues par la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 2546 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Teiva BENSENOUCI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24500046AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 4 décembre 2023,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 820 000 F CFP (un-million-huit-cent-vingt-mille F CFP), correspondant à 20 000 F CFP X 91 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Teiva BENSENOUCI, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 28 247 252 F CFP (vingt-huit-millions-deux-cent-quarante-sept-mille-deux-cent-cinquante-deux F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916 - programme 91604 - AP 362.2024 - AE 32.2024 - Article 204 - centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

# **Arrêté n° 2547 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant agrément de l'association Mana Hau pour l'organisation de loteries dénommées "Bingo"**

*NOR : DAE24501778AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 717 PR du 17 septembre 2020 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 9019 MEF du 21 septembre 2020 modifié portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de Mme Rossana Titaina TAURUA épouse TUTE présidente de l'association Mana Hau en date du 19 février 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Mahina le 19 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Mana Hau est agréée pour l'organisation de loteries dénommées "Bingo" dans la commune de Mahina - archipel de la Société.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de mille francs CFP (1 000 F CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à cent mille francs CFP (100 000 F CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de quinze millions de francs CFP (15 000 000 F CFP) par an.

Art. 5. — L'association Mana Hau doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15% au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association Mana Hau a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association Mana Hau doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association Mana Hau est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 2548 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Mitch DIOP et Mme Mehiti LONG-TANG épouse DIOP pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24500031AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 4 décembre 2023,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions F CFP), en faveur de M. Mitch DIOP et Mme Mehiti LONG-TANG épouse DIOP correspondant au plafond d'aide réglementaire pour les dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale déclarées à hauteur de 11 496 188 F CFP (onze-millions-quatre-cent-quatre-vingt-seize-mille-cent-quatre-vingt-huit F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Faa'a.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux et des dépenses mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30% des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916 - programme 91604 - AP 362.2024-AE 32.2024 - Article 204 - centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues par la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 2549 MEF/DGAE du 4 mars 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Gisèle DEMARY pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24500027AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4906 MEF du 17 mai 2023 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 4 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions F CFP), en faveur de Mme Gisèle DEMARY correspondant au plafond d'aide réglementaire pour les dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale déclarées à hauteur de 6 770 403 F CFP (six-millions-sept-cent-soixante-dix-mille-quatre-cent-trois F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Mahina.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux et des dépenses mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30% des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916 - programme 91604 - AP 362.2024-AE 32.2024 - Article 204 - centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues par la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES MARINES**

**Arrêté n° 2371 MPR/DRM du 27 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 5650/MRM du 27 juin 2014 accordant à M. Alfred Tahea MARUHI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24501670AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'agriculture, de l'économie bleue et du domaine, en charge de la recherche ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'acte de décès de M. Alfred Tahea MARUHI dressé à Rangiroa, le 4 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 5650/MRM du 27 juin 2014 accordant à M. Alfred Tahea MARUHI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "TEARAITOA II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4115, est abrogé.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 27 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2408 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en cage de l'élevage de Mme TEMAHAHA Bianca**

NOR : SDR23509170AM-1

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme TEMAHAHA Bianca en date du 30 août 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 479BSE du 01/09/2023,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme TEMAHAHA Bianca, implantée à TIGEREHO3 - île de TAKAROA-TUAMOTU, pour la détention de 260 poules pondeuses élevées en cage.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «3».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme TEMAHAHA Bianca et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2409 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en plein air de l'élevage de Mme HOMBRADOS épouse TAROAITEHAIHAI-FAANA Nathalie***NOR : SDR24501296AM-1*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme HOMBRADOS épouse TAROAITEHAIHAI-FAANA Nathalie en date du 6 février 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 88BSE du 08/02/2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme HOMBRADOS épouse TAROAITEHAIHAI-FAANA Nathalie, implantée sur la terre VAIA 1 - commune de Mahu - île de Tubuai, pour la détention de 100 poules pondeuses élevées en plein air.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «1».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme HOMBRADOS épouse TAROAITEHAIHAI-FAANA Nathalie et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2410 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme TEINAURI Bélinda Herehia**

NOR : SDR24501262AM-1

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme TEINAURI Bélinda Herehia en date du 13 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 86BSE du 08/02/2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme TEINAURI Bélinda Herehia, implantée sur la terre TEAHOTEUVIRA - commune de Mataura - île de Tubuai, pour la détention de 100 poules pondeuses élevées au sol.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «2».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme TEINAURI Bélinda Herehia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2411 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme HAREVAA Valérie Heifara**

NOR : SDR24501233AM-1

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme HAREVAA Valérie Heifara en date du 8 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 76BSE du 07/02/2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme HAREVAA Valérie Heifara, implantée sur la terre HARAURA HR 5 - commune de Taahuaia - île de Tubuai, pour la détention de 133 poules pondeuses élevées au sol.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «2».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme HAREVAA Valérie Heifara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2412 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme TEVAEARAI épouse TEHAHE Vaite***NOR : SDR24501161AM-1*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme TEVAEARAI épouse TEHAHE Vaite en date du 3 février 2024 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 70BSE du 05/02/2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme TEVAEARAI épouse TEHAHE Vaite, implantée sur la terre TEHIHIGA parcelle BA 21 lot B1 - commune de OTEPA - île de Hao, pour la détention de 400 poules pondeuses élevées au sol.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «2».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme TEVAEARAI épouse TEHAHE Vaite et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2413 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de Mme HAUATA-TAHIATA épouse ROO Joceline***NOR : SDR24501198AM-1*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme HAUATA-TAHIATA épouse ROO Joceline en date du 4 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 72BSE du 06/02/2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme HAUATA-TAHIATA épouse ROO Joceline, implantée sur la terre TEHAUITI parcelle HR 39 - commune de Taahuaia - île de Tubuai, pour la détention de 100 poules pondeuses élevées au sol.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «2».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme HAUATA-TAHIATA épouse ROO Joceline et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2414 MPR du 28 février 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées au sol de l'élevage de M. TEMAHAHA Aramona**

NOR : SDR23509172AM-1

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits. ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de M. TEMAHAHA Aramona en date du 30 août 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 480BSE du 01/09/2023,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de M. TEMAHAHA Aramona, implanté à TIGEREHO3 - île de TAKAROA-TUAMOTU, pour la détention de 200 poules pondeuses élevées au sol.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code «2».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. TEMAHAHA Aramona et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 28 février 2024.

*Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 2480 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Cindy Maire VAROA sis à Takume commune de Makemo (exploitant n° 119)**

*NOR : DRM24501432AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11370 VP du 7 novembre 2018 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Cindy Maire VAROA sis à Takume commune de Makemo (exploitant n° 119) ;

Vu l'avis favorable de l'adjoint spécial au maire délégué de la commune associée de Takume du 6 février 2024 ;

Vu les demandes de renouvellement et de changement de situation géographique des emplacements de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mlle Cindy Maire VAROA des 8 décembre 2023, 13 février 2024, reçue les 15 décembre 2023 et 13 février 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Takume,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Cindy Maire VAROA, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 4 ha (2 ha et 2 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 80 000 F CFP (quatre-vingt-mille F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP,
- sur la base de 4 ha à 1 500 F CFP/1000 m<sup>2</sup>, soit 60 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 14 février 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

- Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mlle Cindy Maire VAROA de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Cindy Maire VAROA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2481 MPR/DRM du 29 février 2024 modifiant l'arrêté n° 14519 MCE/DRM du 23 décembre 2022 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA sis à Takaroa commune de Takaroa (exploitant n° 598)**

*NOR : DRM24501868AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14519 MCE/DRM du 23 décembre 2022 modifié susvisé, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA sis à Takaroa commune de Takaroa (exploitant n° 598) ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande d'extension de la superficie des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Georges Edwing TEMANAHA du 15 novembre 2023, reçue le 16 novembre 2023 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 20 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 14519 MCE/DRM du 23 décembre 2022 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 2.- L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 6 emplacements d'une superficie totale de 22 ha (3 ha ; 2 ha ; 10 ha ; 3 ha ; 2 ha et 2 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Article 3.- La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à TROIS CENT TRENTE MILLE FRANCS CFP (330 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 22 ha à 1 500 F CFP/1000 m<sup>2</sup>, soit 330 000 F CFP.»

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Georges Edwing TEMANAHA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de S.C.A Ragikura Pearls sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 516)**

*NOR : DRM24501711AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 8 novembre 2023 ;

Vu la demande de désistement de M. Raymond AH-TAK au profit de la S.C.A Ragikura Pearls du 8 janvier 2024 ;

Vu la demande de reprise de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole accordée à M. Raymond AH-TAK, formulée par S.C.A Ragikura Pearls, non datée, reçue le 22 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de S.C.A Ragikura Pearls, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, à compter de la date de publication du présent arrêté jusqu'au 2 novembre 2025, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 170 000 F CFP (cent-soixante-dix-mille F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP,
- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1000 m<sup>2</sup>, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par S.C.A Ragikura Pearls de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 5. — L'arrêté n° 10186 VP du 28 octobre 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicoles au profit de M. Raymond AH-TAK sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 376), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à S.C.A Ragikura Pearls et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2483 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Félicita ATIU sis à Takume commune de Makemo (exploitant n° 144)**

*NOR : DRM24501416AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable de l'adjoint spécial au Maire délégué de la commune associée de Takume du 4 janvier 2022 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mlle Félicita ATIU du 5 juillet 2022, reçue le 6 juillet 2022 et complétée le 14 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Félicita ATIU, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à VINGT MILLE FRANCS CFP (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mlle Félicita ATIU de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Félicita ATIU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2485 MPR/DRM du 29 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 259 VP du 11 janvier 2019 accordant à M. Wilber Moana WHITE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

NOR : DRM24501722AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 259 VP du 11 janvier 2019 accordant à M. Wilber Moana WHITE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'acte de vente du navire MAHEANUU II fait à Papeete le 15 février 2024 ;

Vu la demande présentée par M. Wilber Moana WHITE le 22 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 259 VP du 11 janvier 2019 accordant à M. Wilber Moana WHITE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé « MAHEANUU II », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4843, est abrogé.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2486 MPR/DRM du 29 février 2024 accordant à M. Apia Andrew DEGAGE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24501718AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, le directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1006 VP/DPAM du 30 janvier 2023 portant délivrance par équivalence du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) restreint à M. Apia Andrew DEGAGE ;

Vu les pièces de la demande présentée par M. Apia Andrew DEGAGE le 13 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 11 décembre 2023 ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 115/2024 du 19 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Apia Andrew DEGAGE, armateur du navire dénommé « LANAI », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40369 PE, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) type : poti marara ;
- b) nationalité : française ;
- c) longueur hors tout : 8.23 m ;
- d) largeur hors tout : 2.74 m ;
- e) type de motorisation : hors-bord essence ;
- f) composition de l'équipage : 1 capitaine, 2 marins pêcheurs.

Art. 3. — Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

a) Techniques ou engins de pêche :

- pêche au harpon ;
- pêche à la traîne ;
- pêche à la ligne de fond ;

- pêche à la canne.

b) Espèces ciblées :

- petits pélagiques ;

- grands pélagiques ;

- poissons des profondeurs.

Art. 4. — M. Apia Andrew DEGAGE est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié et notamment :

- Tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines chaque trimestre ;

- Fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de création d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;

- Restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;

- Équiper le navire d'un système de suivi de navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de respecter les modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 281 MPR/DRM du 10 janvier 2024 accordant à M. Apia Andrew DEGAGE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 6. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2487 MPR/DRM du 29 février 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1226/MRM du 23 mars 2011 accordant à M. Joël Stéphane Ikauarii COULON le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24501691AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1226/MRM du 23 mars 2011 accordant à M. Joël Stéphane Ikauarii COULON le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Joël Stéphane Ikauarii COULON réceptionnée le 22 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1226/MRM du 23 mars 2011 accordant à M. Joël Stéphane Ikauarii COULON le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé « RAUREVA », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4478, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joël Stéphane Ikauarii COULON et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2488 MPR/DBS du 29 février 2024 portant agrément de l'établissement "SARL Polynésie Market" pour l'importation d'articles réglementés susceptibles des véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux***NOR : DBS24501667AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 740 CM du 12 juillet 1996 modifié fixant la liste des organismes nuisibles, des végétaux et produits végétaux susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles dont l'importation en Polynésie française est interdite ou autorisée sous certaines conditions ;

Vu l'arrêté n° 1870 CM du 19 octobre 2023 portant nomination de Mme Aurélie BRIOUDES en qualité de directrice de la biosécurité, par intérim ;

Vu l'arrêté n° 10784 MPR du 9 novembre 2023 portant délégation de signature à Mme Aurélie BRIOUDES en qualité de directrice de la biosécurité par intérim ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements importateurs d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 02-2023 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 09-2023,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement "SARL Polynésie Market", sis PK 7,7 côté Montagne, à Punaauia, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques M. Jean-Baptiste BRAVI, est agréé pour l'importation des articles suivants :

- aliments pour animaux contenant des produits d'origine végétale de la Société Sud-Ouest Aliment, Haut-Mauco.

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 794 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2024-01. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédiés vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

b) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérecours citoyens accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 29 février 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, la directrice de la biosécurité p.i.,*

Aurélie BRIOUDES

**Arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 accordant à M. Willy Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24501879AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13360 MLA/DPAM du 30 décembre 2020 portant délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) à M. Willy Rainui AH-MIN ;

Vu les pièces de la demande de licence de pêche présentée par M. Willy Rainui AH-MIN le 28 octobre 2020 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 19 janvier 2021 ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 207/2023 du 29 mars 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Willy Rainui AH-MIN, armateur du navire dénommé « NUIRAI », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4951, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) type : Poti marara ;
- b) nationalité : Française ;
- c) longueur hors tout : 7.2 m ;
- d) largeur hors tout : 2.5 m ;
- e) type de motorisation : hors-bord essence ;
- f) composition de l'équipage : 1 capitaine.

Art. 3. — Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

- a) Techniques ou engins de pêche :
  - pêche au harpon ;

- pêche à la traîne ;
- pêche à la ligne de fond ;
- pêche à la canne.

b) Espèces ciblées :

- petits pélagiques ;
- grands pélagiques ;
- poissons des profondeurs.

Art. 4. — M. Willy Rainui AH-MIN est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié notamment :

- Tenir à jour un journal de pêche papier ou électronique, dans lequel sont consignés les activités, les zones, l'effort de pêche et les captures journalières, et remettre ce document au service en charge de la pêche au plus tard le 5 de chaque mois, même en l'absence de pêche effective et en précisant le motif de cette absence de pêche ;
- Fournir les informations complémentaires touchant à l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauchés par exploitation et la consommation de carburant.
- Restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;
- Équiper les navires de pêche en système de suivi des navires par géolocalisation, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de se conformer aux prescriptions applicables au système de suivi des navires, déterminées par le service en charge de la pêche ;
- Respecter l'interdiction de cibler et de nuire de manière intentionnelle aux mammifères marins et autres espèces d'intérêt particulier ;
- Remettre en liberté les espèces d'intérêt particulier ;
- Respecter l'interdiction de rejeter à la mer tout ou partie des engins de pêche, huile mélanges huileux, hydrocarbures, ordures ménagères, cendres, objet en plastique ou en polystyrène, emballages, mégots ou tout type de déchet. L'ensemble des éléments précédemment décrits doit être ramené à terre pour être traité conformément à la réglementation relative au traitement des déchets. Les engins de pêche doivent être séparés des autres déchets.

Art. 5. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**Arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du programme de recherche "Population genetics of sun-coral species of Brazil"**

*NOR : DRM24501888AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 février 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-183/AT du 8 décembre 1988 modifiée portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2009 CM du 10 septembre 2021 approuvant le plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) révisé de l'île de Moorea ;

Vu l'arrêté n° 1885 CM du 9 septembre 2022 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu l'arrêté n° 804 CM du 1<sup>er</sup> août 2006 portant dispositions relatives à l'organisation de la pêche sur une partie du domaine public maritime Moana Nainai, au droit de la commune de Faa'a sur l'île de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 864 CM du 6 juin 2014 portant classement d'un espace maritime sis dans la commune associée de Teahupoo au Fenua Aihere, commune de Taiarapu-Ouest, en aire protégée de ressources naturelles gérées, catégorie VI du code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 29 février 2016 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 1204 CM du 12 juillet 2018 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune associée de Tautira, commune de Taiarapu-Est ;

Vu l'arrêté n° 66 CM du 16 janvier 2020 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Papara au lieudit Pointe Patere ;

Vu l'arrêté n° 3064 CM du 24 décembre 2021 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Papara, de la passe Te Avaraa à la limite de commune coté Teva I Uta ;

Vu l'arrêté n° 993 CM du 16 juin 2022 réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune associée de Mataiea, commune de Teva I Uta ;

Vu l'arrêté n° 2921 CM du 29 février 2022 portant création d'une zone de pêche réglementée sur l'espace maritime au droit de la commune associée de Hitia'a, commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu l'arrêté n° 1085 CM du 7 juillet 2023 portant création des zones de pêche réglementée Hotu Ora et baie de Muriavai, sur l'espace maritime au droit de la commune de Mahina ;

Vu l'avis favorable du ministre en charge de la recherche du 19 janvier 2024 ;

Vu la demande du docteur Mauro REBELO du 11 décembre 2023, complétée le 29 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du programme de recherche "Population genetics of sun-coral species of Brazil", l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA est autorisée à titre dérogatoire à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome, tel que prévu à l'article 12 de la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 modifiée susvisée.

Art. 2. — La présente autorisation est valable du 18 mars au 8 avril 2024 inclus.

Art. 3. — La présente autorisation est octroyée pour le prélèvement sur les îles de Bora Bora, Moorea, Tahaa et Tahiti, conformément au plan d'échantillonnage fourni dans le dossier de demande d'autorisation remis à la direction des ressources marines, d'un total de :

- soixante quatre corallites de *Tubastrea coccinea* de huit centimètres de hauteur (deux corallites par colonies maximum) ;
- huit colonies entières de *Tubastrea coccinea* de dix cm<sup>2</sup> ;
- seize corallites de *Tubastrea tagusensis* de huit centimètres de hauteur (deux corallites par colonies maximum) ;
- deux colonies entières de *Tubastrea tagusensis* de dix cm<sup>2</sup>.

L'équipe du docteur Mauro REBELO s'engage à ne collecter les échantillons que si plusieurs colonies sont présentes sur les sites de collecte et de ne prélever des échantillons que sur une colonie observée sur trois.

Art. 4. — L'équipe du docteur Mauro REBELO est tenue de respecter les règles du plan de gestion de l'espace maritime révisé de l'île de Moorea approuvé par l'arrêté n° 2009 CM du 10 septembre 2021 susvisé, et les règles des zones où la pêche est réglementée adoptées par les arrêtés n° 804 CM du 1<sup>er</sup> août 2006, n° 864 CM du 6 juin 2014, n° 208 CM du 29 février 2016 modifié n° 1204 CM du 12 juillet 2018 modifié n° 66 CM du 16 janvier 2020 modifié n° 3064 CM du 24 décembre 2021 modifié n° 993 CM du 16 juin 2022, n° 1885 CM du 9 septembre 2022 modifié n° 2921 CM du 29 décembre 2022, n° 1085 CM du 7 juillet 2023, susvisés.

Art. 5. — Les prélèvements sont réalisés par des plongeurs disposant d'un titre de plongée professionnelle adéquat.

Art. 6. — Les échantillons collectés sont exportés après l'obtention d'un permis CITES.

Art. 7. — L'équipe du docteur Mauro REBELO a obligation de se conformer aux dispositions du code de l'environnement de la Polynésie française susvisé en matière d'accès aux ressources génétiques, d'usage et partage des avantages issus de leur valorisation.

Art. 8. — Au terme de la présente autorisation, l'équipe du docteur Mauro REBELO fournit un rapport adressé à la direction des ressources marines précisant notamment :

- la localisation précise et la superficie des sites de prélèvements pour les deux espèces ;
- des photographies des sites de prélèvements avant et après la collecte des échantillons ;
- la taille et le nombre de corallites prélevés par site et par espèce ainsi que la taille des colonies concernées ;
- la taille et le nombre des colonies entières prélevées par espèce.

Elle fournit également à la direction des ressources marines les résultats de l'étude à l'issue de cette dernière.

Art. 9. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 mars 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines absent, Le directeur adjoint,*  
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**Arrêté n° 2374 MEE du 27 février 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 1 du collège de Taiohae - Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 janvier 2024**

*NOR : DEE24501456AM-1*

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 404 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (G.O.D.) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 4/2024 du conseil d'établissement du 25 janvier 2024 adoptant la DBM 1 pour vote de l'exercice 2024 du collège de Taiohae - Nuku Hiva,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Taiohae - Nuku Hiva est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	4 330 000	0	0	4 330 000
ALO	Administration et logistique	13 793 252	0	0	13 793 252
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>25 165 592</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 165 592</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 944 800	0	0	24 944 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 944 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 944 800</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>63 110 392</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>63 110 392</b>
OPC	Opérations en capital	1 369 000	0	180 000	1 549 000
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>1 369 000</b>	<b>0</b>	<b>180 000</b>	<b>1 549 000</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>64 479 392</b>	<b>0</b>	<b>180 000</b>	<b>64 659 392</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	4 330 000	0	0	4 330 000
ALO	Administration et logistique	13 579 403	0	0	13 579 403
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>24 951 743</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24 951 743</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 944 800	0	0	24 944 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 944 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 944 800</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>62 896 543</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>62 896 543</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>62 896 543</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>62 896 543</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	63 110 392	Total recettes		62 896 543
	<b>Résultat prévisionnel (excédent)</b>	<b>0</b>	<b>Résultat prévisionnel (déficit)</b>		<b>213 849</b>
	Total ouvertures de crédits	63 110 392	Total prévisions de recettes		63 110 392
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	1 549 000	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	<b>Augmentation FDR</b>	<b>0</b>	<b>Diminution FDR</b>		<b>1 549 000</b>
TOTAL GENERAL	Total ouvertures de crédits	1 549 000	Total prévisions de recettes		1 549 000
	Total brut ouvertures de crédits	64 659 392	Total brut prévisions de recettes		64 659 392
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire		0
<b>Total net ouvertures de crédits</b>		<b>64 659 392</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>		<b>64 659 392</b>

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae - Nuku Hiva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 27 février 2024.

*Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,*  
Ronny TERIIPAIA

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**

**Arrêté n° 2511 MGT du 1er mars 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de soixante et onze mètres carrés vingt six (71.26 m<sup>2</sup>), dans la zone soumise à autorisation, sur les parcelles cadastrées section M. n° 294 et 295 (terre Domaine A.BROTHERS parcelle G - lot 1a et parcelle G - lot 1), sise à Avera, commune de Taputapuatea sur l'île de Raiatea, au profit de la M. Gilles GUYOMARD**

*NOR : DEQ24501716AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34/APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/200 ème ;

Vu le plan de délimitation n° 986-250-22-N° 93-2023 MGT.DEQ.ISLV du 7 mars 2023 ;

Vu la demande de M. Gilles GUYOMARD du 20 décembre 2023 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Gilles GUYOMARD, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de soixante et onze mètres carrés vingt six (71.26 m<sup>2</sup>), sur les parcelles cadastrées section M. n° 294 et 295 (terre Domaine A.BROTHERS parcelle G - lot 1a et parcelle G - lot 1), sise à Avera, commune de Taputapuatea sur l'île de Raiatea, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/200 ème, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1<sup>er</sup> est destiné à la réalisation de l'implantation d'une clôture en fibro-ciment peint à clair-voie.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Gilles GUYOMARD devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. Gilles GUYOMARD, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à M. Gilles GUYOMARD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 1er mars 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN